



## **PROGRAMME PAYS GOUVERNEMENT-PNUD 2014-2018**

**RAPPORT DU PROJET :**

**(Période : 2016)**

## FICHE SIGNALETIQUE DU PTA

-----@@@@@-----

**Pays/Région :** Togo/Afrique de l'Ouest

**Cycle de programme :** 2014-2018

**Effet UNDAF :** A l'horizon 2018, les capacités des institutions et acteurs à l'échelle nationale et locale sont améliorées pour la réduction des inégalités, la modernisation de l'Etat, la consolidation de la paix, de la démocratie et la promotion des droits de l'homme

**Programme :** Gouvernance pour l'accélération de la croissance inclusive (GOPAC)

**Composante :** Gouvernance démocratique

**Titre du projet :** Appui à l'accès au droit et à la justice

**Intitulé en abrégé :** AADJ

**Numéro du Projet :** 00089505

**Donateurs de cofinancement :** PNUD

**Chargé de Programme :** PIERRE ANTOINE ARCHANGE

**Contact (email/téléphone) :**

**Partenaire d'exécution :** Ministère de la justice et des Relations avec les institutions de la République

**Coordonnateur/Point Focal du Projet :** TCHAGNAO Mama-Raouf

## **RESULTATS ACQUIS DURANT LA PERIODE**

### **Produit attendu du PTBA : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes**

**Résultats Par Produit:** : 107 détenus libérés dont 9 femmes ; les spécifications techniques et fonctionnelles de l'application de gestion des contentieux civils, sociaux, administratifs et pénaux sont disponibles dans le cadre de l'informatisation de la chaîne judiciaire et du casier judiciaire ; les capacités de 56 acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction sont renforcées ; les dysfonctionnements des juridictions et des établissements pénitentiaires sont identifiés et corrigés lors d'une tournée inopinée

## **LECONS APPRISES/ FACTEURS FAVORABLES**

- Le renforcement de la collaboration entre le ministère et les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la justice et des droits de l'homme, grâce à la sous-traitance des activités est une opportunité à haut potentiel de résultat
- L'intérêt manifesté par les avocats vis-à-vis de l'aide juridictionnelle présage une bonne collaboration
- Sur l'ensemble des appuis apportés, il se pose un problème de durabilité. Le projet ne dispose pas au stade actuel de stratégie de pérennisation des acquis. Cet aspect devra être pris en compte dès 2017.

## **CONTRAINTES /FACTEURS DEFAVORABLES**

- **Non financement de deux activités prévues pour l'année 2016.**
- 
- 

## **RECOMMANDATIONS**

- ✚ **A l'endroit du Gouvernement**
  - Organiser un concours sectoriel interne pour recruter les volontaires impliqués dans le programme
  - Poursuivre la construction des BAIOJ en octroyant la contrepartie de l'Etat

### **A l'endroit de PNUD**

Pour 2017, il est recommandé que le PTBA 2017-2018 tienne compte de l'adoption du nouveau code pénal et du démarrage effectif des activités des bureaux d'accueils, d'information et d'orientation des justiciables. Le ministère à travers la DADJ compte renforcer les résultats obtenus en mettant l'accent sur les couches vulnérables notamment les femmes et les personnes détenues. Il s'agira notamment de :

- fournir l'information et des services d'assistance juridique et judiciaire aux personnes vulnérables dans les tribunaux et prisons
- finaliser l'étude sur la réinsertion
- renforcer la protection des personnes vulnérables en matière de VIH-Sida et de lutte contre l'abus de drogues dans les tribunaux et les prisons
- renforcer les capacités d'administration des acteurs de la justice et de contrôle des juridictions
- mettre à jour la base de données législative et jurisprudentielle
- poursuivre l'informatisation des chaînes judiciaires
- éditer et vulgariser de nouveaux textes

## ANNEXES

**RAPPORT D'EXECUTION DES ACTIVITES DU PLAN DE TRAVAIL DE L'ANNEE 2016 ET PROGRES ACCOMPLIS VERS LA  
REALISATION DES PRODUITS ATTENDUS**

PRODUITS ET INDICATEURS ESCOMPTES DU PP Y COMPRIS LES CIBLES ANNUELLES	ACTIVITES PREVUES	EXECUTION FINANCIERE		ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES			PROGRES REALISES	COMMENTAIRES/ SUGGESTIONS
		MONTANT PREVU	MONTANT DEPENSE	réalisée	En cours	Non réalisée		
<b><u>Résultat Plan Stratégique du PNUD :</u></b>								
<b><u>Produit :</u></b>								
<b><u>Indicateur :</u> Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié de l'aide juridictionnelle  <u>Base line :</u> 223 en 2014  <b>Cible 2016 : 623</b></b>	Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions (assistance judiciaire) – Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC –	50 000\$	49 612.07\$	Réalisée				
	Appuyer l'informatisation de la chaîne judiciaire pénale et du casier judiciaire dans 7 juridictions (élaboration des spécifications techniques, des fonctionnalités détaillées de l'application, du module du casier judiciaire, conception de l'application ; mise en place des réseaux locaux et interconnexion des	139 460\$	207 931.03\$	Réalisée				

juridictions ; formation des utilisateurs. Etc.)							
Renforcer les capacités des acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction	10 000\$	11 370.69\$	Réalisée				
Séminaire de formation au Canada sur « la normative OHADA et médiation : vers un nouveau paradigme de gestion des différends dans les pays africains francophones		5 929.76	Réalisée				Activité non prévue dans le PTBA
Appuyer l'organisation des tournées inopinées de l'inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires	7 500\$	7 651.03\$	Réalisée				
Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires (crédits tél/ fournitures diverses, achat de copieur et maintenance des machines informatiques	5000\$	0			Non réalisée		
Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC	7 500	0			Non réalisée		
Réaliser une étude sur le type de politique de réinsertion pour réduire la récidive et la surpopulation en milieu carcéral	20 000\$	0			Non réalisée		

	Editer des supports de communication	3 000\$	0			Non réalisée		
<b><u>Indicateur :</u></b>								
<b><u>Base line :</u></b>								
<b><u>Cible 2016 :</u></b>								
<b>Total</b>		242 460\$	282 494.58\$					

NB : Taux de change utilisé 1\$= 580 FCFA

## **EXECUTION FINANCIERE**

<b>EFFETS/ PRODUITS</b>	<b>Budget initial A</b>	<b>Budget révisé B</b>	<b>Dépenses totales C</b>	<b>Taux d'exécution % C/B</b>
<b>PRODUIT1</b>	242 460	320 314.21	282 494.58	88.19%
<b>PRODUIT2</b>				
<b>PRODUIT3</b>				
<b>TOTAL</b>	242 460	320 314.21	282 494.58	88.19%



**SYNTHESE DE LA MISE EN ŒUVRE ANNUELLE DES  
PTBA 2015-2016 DU PROGRAMME-PAYS ENTRE LE  
GOUVERNEMENT ET LE PNUD**

**PROJET DE SYNTHESE**

# PROGRAMME : Gouvernance pour l'accélération de la croissance inclusive (GOPAC)

## COMPOSANTE : Gouvernance démocratique

### VOLET 4 : Accès au droit et à la justice

Indicateurs	Réalizations/Résultats obtenus	PE impliqués	Observations
<b>Produit : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes</b>			
<p><b>Indicateur 1</b> : <i>Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle</i></p> <p><b>Base :</b>                      <b>Cible 2016 :</b></p>	<p>107 détenus libérés dont 9 femmes ; les spécifications techniques et fonctionnelles de l'application de gestion des contentieux civils, sociaux, administratifs et pénaux sont disponibles dans le cadre de l'informatisation de la chaîne judiciaire et du casier judiciaire ; les capacités de 56 acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction sont renforcées ; les dysfonctionnements des juridictions et des établissements pénitentiaires sont identifiés et corrigés lors d'une tournée inopinée</p>	<p>Ministère de la justice (Direction de l'accès au droit et à la justice- Inspection Générale des Services Juridictionnels et pénitentiaires- Centre de formation des professions de justice- Direction de l'Administration pénitentiaire- Juridictions- Service informatique- Service planification)</p> <p>Ministère de la sécurité (Direction Nationale de la Police- Direction nationale de la Gendarmerie)</p> <p>Organisations de la Société civile (Comité d'Appui aux réformes institutionnelles et juridictionnelles- Prison Délices)</p>	

**CONTRAINTE :**

Non financement de deux activités prévues pour l'année 2016

**LECONS APPRISES**

- Le renforcement de la collaboration entre le ministère et les organisations

	<p>de la société civile œuvrant dans le domaine de la justice et des droits de l'homme, grâce à la sous-traitance des activités est une opportunité à haut potentiel de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'intérêt manifesté par les avocats vis-à-vis de l'aide juridictionnelle présage une bonne collaboration</li> <li>• Sur l'ensemble des appuis apportés, il se pose un problème de durabilité. Le projet ne dispose pas au stade actuel de stratégie de pérennisation des acquis. Cet aspect devra être pris en compte dès 2017.</li> </ul>
<p><b><u>RECOMMANDATIONS A L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser un concours sectoriel interne pour recruter les volontaires impliqués dans le programme</li> <li>- Poursuivre la construction des BAIOJ en octroyant la contrepartie de l'Etat</li> </ul>	<p><b><u>RECOMMANDATIONS A L'ENDROIT DU PNUD</u></b></p> <p>Pour 2017, il est recommandé que le PTBA 2017-2018 tienne compte de l'adoption du nouveau code pénal et du démarrage effectif des activités des bureaux d'accueils, d'information et d'orientation des justiciables. Le ministère à travers la DADJ compte renforcer les résultats obtenus en mettant l'accent sur les couches vulnérables notamment les femmes et les personnes détenues. Il s'agira notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fournir l'information et des services d'assistance juridique et judiciaire aux personnes vulnérables dans les tribunaux et prisons</li> <li>- finaliser l'étude sur la réinsertion</li> <li>- renforcer la protection des personnes vulnérables en matière de VIH-Sida et de lutte contre l'abus de drogues dans les tribunaux et les prisons</li> <li>- renforcer les capacités d'administration des acteurs de la justice et de contrôle des juridictions</li> <li>- mettre à jour la base de données législative et jurisprudentielle</li> <li>- poursuivre l'informatisation des chaînes judiciaires</li> <li>- éditer et vulgariser de nouveaux textes</li> </ul>